



jeudi 18 mai 2017

Les grands titres:

- RDC : les experts médicaux s'efforcent de contenir la nouvelle épidémie d'Ebola, selon l'OMS
- Le nombre d'enfants réfugiés et migrants voyageant seuls multiplié par cinq depuis 2010 - UNICEF
- Iraq : près de 700.000 civils ont fui Mossoul depuis le début des combats il y a sept mois, selon l'ONU
- Côte d'Ivoire : les différends doivent être résolus par les voies légales et le dialogue, selon l'ONU, l'UA et la CEDEAO
- Un partenariat entre le HCR et IKEA conduit à la première ferme solaire dans un camp de réfugiés
- L'ONU préoccupée par la poursuite de la grève de la faim de détenus palestiniens dans des prisons israéliennes
- Un programme d'aide sous forme d'argent liquide financé par l'UE atteint un demi-million de réfugiés en Turquie, selon le PAM
- Bailleurs de fonds et ONG vont appliquer les normes de l'OMS sur la diffusion des résultats des essais cliniques
- Bosnie-Herzégovine : le Haut-Représentant de la communauté internationale salue les progrès réalisés

RDC : les experts médicaux s'efforcent de contenir la nouvelle épidémie d'Ebola, selon l'OMS



Des représentants du Ministère de la santé de la République démocratique du Congo (RDC), de l'OMS et de l'UNICEF arrivent à Likati, l'épicentre de l'épidémie d'Ebola. Photo: OMS - Bureau Afrique Français:

18 mai - Des experts médicaux sont dans une course contre la montre pour contenir l'épidémie d'Ebola dans la 'zone de santé' de Likati, une région reculée dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC), à proximité de la République centrafricaine, a déclaré jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La zone se trouve à 1.400 kilomètres de la capitale Kinshasa et à 350 kilomètres de la ville la plus proche, Kisangani. Il n'y a que 20 kilomètres de routes pavées dans cette zone et pratiquement pas de systèmes de télécommunications qui fonctionnent.

S'exprimant devant la presse à Genève, le Directeur exécutif du Programme d'urgence sanitaire de l'OMS, le Dr Peter Salama, a déclaré que le premier centre de traitement d'Ebola à l'hôpital général de Likati a été mis en place.

Des équipements de protection ont été expédiés aux agents de santé et un laboratoire mobile est en cours de construction et sera déployé dans la région. Les pistes d'atterrissage et les systèmes de télécommunications ont bénéficié de réparations

rapides pour permettre à l'opération de continuer avec succès, a-t-il précisé.

La Directrice régionale pour l'Afrique de l'OMS, Dr. Matshidiso Moeti, s'est rendue le 13 mai à Kinshasa pour discuter avec les autorités nationales et les partenaires de l'OMS comment mettre en place une réponse rapide, efficace et cohérente pour stopper cette épidémie d'Ebola.

L'OMS a indiqué ce weekend que le nombre de cas suspects étaient alors de 11, dont trois décès. Le premier cas s'est produit le 22 avril chez un homme de 45 ans. Il a été transporté en taxi vers l'hôpital mais était mort à son arrivée. Le conducteur est également tombé malade et est mort plus tard. Une tierce personne qui s'est occupée du premier cas est également tombée malade et est décédée par la suite, a précisé l'agence onusienne.

Il s'agit de la huitième épidémie d'Ebola depuis sa découverte en 1976 en République démocratique du Congo. Le 20 novembre 2014, conformément aux recommandations de l'OMS, le Ministère de la santé de la RDC et l'OMS avaient déclaré la fin de l'épidémie d'Ebola qui avait débuté le 24 août 2014 à Boende, dans la province de l'Equateur.

Le nombre d'enfants réfugiés et migrants voyageant seuls multiplié par cinq depuis 2010 - UNICEF



Des réfugiés et migrants attendent de débarquer dans le port de Pozzalo, en Italie, après avoir été secourus quelques jours plus tôt. (archives) Photo HCR/F. Malavolta

18 mai - À l'approche du Sommet du G7 prévu en Italie la semaine prochaine, le Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) exhorte les dirigeants mondiaux à adopter un plan d'action en six points pour garantir la sécurité des enfants réfugiés et migrants.

Le nombre d'enfants réfugiés et migrants voyageant seuls a atteint un niveau historique dans le monde. D'après un nouveau rapport de l'UNICEF publié jeudi, ce nombre a presque quintuplé depuis 2010. Au moins 300.000 enfants non accompagnés et séparés ont été enregistrés dans environ 80 pays en 2015 et 2016, contre 66.000 en 2010 et 2011.

Selon l'agence onusienne, de plus en plus d'enfants empruntent seuls des chemins extrêmement dangereux pour fuir la violence, les conflits, la pauvreté et les désastres, en l'absence de voies migratoires légales. Ils se retrouvent alors souvent à la merci des passeurs et des trafiquants.

Le rapport de l'UNICEF précise que 200.000 mineurs non accompagnés de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont demandé l'asile dans 80 pays en 2015 et 2016 (dont 170.000 en Europe), tandis que 100.000 autres ont été appréhendés à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. En 2016 et durant les premiers mois de 2017, les enfants non accompagnés représentaient 92% du total des enfants arrivés en Italie par la mer.

L'étude montre également que les proportions les plus élevées d'enfants parmi les victimes de traite identifiées se trouvent en Afrique subsaharienne (64 %) et dans la région Amérique centrale et Caraïbes (62 %). Selon l'UNICEF, jusqu'à 20 % des passeurs sont liés à des réseaux de traite des personnes.

« Un enfant qui se déplace seul, c'est déjà un enfant de trop. Un nombre alarmant d'enfants est pourtant dans ce cas aujourd'hui et nous, en tant qu'adultes, ne parvenons pas à les protéger », a affirmé le Directeur général adjoint de l'UNICEF, Justin Forsyth, dans un communiqué. « Des passeurs et trafiquants sans pitié exploitent leur vulnérabilité à des fins personnelles et les aident à passer les frontières pour finalement les vendre comme esclaves ou les obliger à se prostituer. Il est inadmissible que nous ne protégeons pas convenablement les enfants contre ces prédateurs ».

A cet égard, le rapport présente l'histoire de Mary, une mineure non accompagnée de 17 ans originaire du Nigéria, qui a personnellement vécu l'expérience traumatisante de la traite lors de son terrifiant voyage vers l'Italie via la Libye. Elle décrit le passeur devenu trafiquant qui lui a proposé son aide : « Il m'a dit que je serais bien traitée et en sécurité, mais tout n'était que mensonge ». Mary est restée bloquée en Libye pendant plus de trois mois où elle a été victime de maltraitance. « Il m'a dit que si je ne couchais pas avec lui, il ne m'emmènerait pas en Europe. Il m'a violée ».

Mettre fin à la détention des enfants migrants

Avec la publication de ce rapport, l'UNICEF appelle les gouvernements à adopter un plan d'action lors du sommet du G7 qui se tiendra la semaine prochaine à Taormina en Italie. Le but de ce plan est d'assurer le bien-être des enfants réfugiés et migrants, et de les protéger de l'exploitation et de la violence.

L'agence onusienne recommande notamment de mettre fin à la détention des enfants migrants ou demandant le statut de réfugié en proposant d'autres solutions pratiques. Elle demande également de préserver l'intégrité des familles, considérant qu'il s'agit du « meilleur moyen de protéger les enfants et de leur donner un statut juridique ». L'agence revendique pour tous les enfants réfugiés et migrants de leur donner les moyens d'apprendre et de se faire soigner.

L'UNICEF insiste pour que des mesures soient prises afin de combattre les causes sous-jacentes des mouvements massifs de réfugiés et de migrants. Le Fonds souligne la nécessité de « promouvoir des mesures de lutte contre la xénophobie, la discrimination et la marginalisation dans les pays de transit et de destination » et appelle « les citoyens à manifester leur solidarité envers les enfants déracinés par la guerre ».

Iraq : près de 700.000 civils ont fui Mossoul depuis le début des combats il y a sept mois, selon l'ONU



Six membres d'une famille fuyant l'offensive sur la ville iraquienne de Mossoul, célèbrent leurs libertés retrouvées à la descente d'un camion transportant d'autres familles. Photo: HCR / Ivor Prickett

18 mai - Depuis le début des opérations militaires visant à reprendre la ville iraquienne de Mossoul il y a sept mois, près de 700.000 personnes ont été déplacées de leurs foyers dont 500.000 personnes qui ont été forcées de fuir dans les quartiers Ouest de la ville de Mossoul, a indiqué jeudi le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Au fur et à mesure que les combats se sont intensifiés à Mossoul, le nombre de personnes qui fuient l'ouest de la ville a considérablement augmenté.

« Le nombre de civils fuyant leurs foyers dans l'Ouest de la ville de Mossoul est stupéfiant », a déclaré la Coordinatrice humanitaire pour l'Iraq, Lise Grande, dans un communiqué de presse. « Nous parlons d'un très grand nombre de familles qui laissent tout derrière elles.

Ces civils fuient dans des circonstances très difficiles. Beaucoup souffrent d'insécurité alimentaire et n'ont pas eu accès à de l'eau potable et à des médicaments pendant des semaines ou des mois ».

Sur le terrain, l'ONU rappelle que le gouvernement dirige les opérations humanitaires en assurant le transport et fournissant l'aide aux civils. De leur côté, « les organismes humanitaires font aussi de leur mieux pour fournir une assistance le long des itinéraires hors de la ville et afin d'aider les familles lorsqu'elles atteignent des sites et des camps d'urgence », a déclaré Mme Grande.

D'autant que sur place, le nombre de personnes déplacées internes est désormais tellement important qu'il devient de plus en plus difficile de fournir convenablement l'aide et la protection dont ont besoin les civils. « Au fur et à mesure que les opérations militaires s'intensifient et se rapprochent de la vieille ville de Mossoul, nous prévoyons que jusqu'à 200.000 personnes de plus pourraient fuir », a d'ailleurs précisé Mme Grande.

Par ailleurs, la haut responsable onusienne a jugé « incroyable » la générosité des populations de la ville « qui ouvrent leurs maisons et s'occupent des familles déplacées de l'ouest de Mossoul ».

Selon la Coordinatrice humanitaire pour l'Iraq, sans ce soutien, les camps auraient été surpeuplés depuis longtemps. « La bataille militaire à Mossoul n'est pas encore terminée et, même quand elle le sera, l'urgence se poursuivra pendant des mois.

Nous n'avons pas le choix, nous devons renouveler nos efforts pour mobiliser davantage de ressources et obtenir de l'aide aux personnes qui en ont le plus besoin », a souligné Mme Grande. « Des centaines de milliers de vies sont en jeu », fait-elle remarquer.

A la date d'aujourd'hui, le Plan d'action humanitaire d'urgence 2017 pour l'Iraq d'un montant de 985 millions de dollars, n'est actuellement financé qu'à 28%. Et 331 millions de dollars sont demandés pour les opérations humanitaires de Mossoul.

Côte d'Ivoire : les différends doivent être résolus par les voies légales et le dialogue, selon l'ONU, l'UA et la CEDEAO



Mohammed Ibn Chambas, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Photo ONU/Rick Bajornas

18 mai - « La Côte d'Ivoire est un pays majeur de la région qui doit continuer à servir de modèle de stabilité et de développement économique », ont déclaré dans un communiqué la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA) et les Nations Unies après avoir effectué une mission conjointe à Abidjan mercredi.

Alors que les mutineries menaçaient d'aggraver les tensions sociales et de ternir l'image de la relance économique réussie de la Côte d'Ivoire, la CEDEAO, l'UA et l'ONU ont exprimé leur inquiétude quant à l'usage de la violence et réitéré leur attachement au recours exclusif au dialogue et aux voix légales pour résoudre les différends.

La mission conjointe a rencontré le Président ivoirien, Alassane Ouattara, à qui elle a manifesté tout son soutien ainsi qu'au gouvernement et au peuple ivoirien dans ces moments difficiles traversés par le pays. Les trois organisations internationales ont félicité le chef de l'Etat ivoirien pour la sagesse qui a conduit au règlement rapide et pacifique des revendications des mutins.

A cet égard, la CEDEAO, de l'UA et de l'ONU se réjouit de l'accord qui a été trouvé et qui démontre la volonté des autorités ivoiriennes, et à leur tête le Président Ouattara, de trouver des solutions à travers le dialogue pour garantir les droits de tous, en vue de sauvegarder la stabilité du pays.

« Il importe que le chemin de la paix soit toujours privilégié pour faire face à de telles tensions qui pourraient compromettre les fondements de l'expansion économique et l'émergence de la Côte d'Ivoire », ont souligné les trois organisations, qui ont exprimé leurs profondes compassions aux familles éplorées au cours de ces événements et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

La mission qui s'est rendu en Côte d'Ivoire était composée du Président de la Commission de la CEDEAO, Marcel A. de Souza, du Ministre d'Etat, Secrétaire Général à la Présidence de la République de Guinée, Kiridi Bangoura, représentant le Président en exercice de l'Union Africaine, Alpha Condé, et du Représentant spécial du Secrétaire Général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas.

« La CEDEAO, l'Union Africaine et les Nations Unies continueront d'apporter leur soutien à la Côte d'Ivoire afin de sauvegarder la paix et la stabilité », ont conclu les trois organisations partenaires.

Un partenariat entre le HCR et IKEA conduit à la première ferme solaire dans un camp de réfugiés



La ferme solaire du camp de réfugiés d'Azraq, en Jordanie. Photo IKEA Foundation/Vingaland AB

18 mai - La première ferme solaire au monde dans un camp de réfugiés a démarré cette semaine dans le nord de la Jordanie, fournissant de l'énergie renouvelable à environ 20.000 Syriens vivant dans le camp d'Azraq, s'est félicité le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

La centrale solaire photovoltaïque de 2 mégawatts a été financée par la Fondation IKEA et permet à tous les résidents du camp d'avoir une vie plus digne et plus juste, a déclaré la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Kelly Clements, dans un communiqué de presse.

« L'éclairage du camp n'est pas seulement un succès symbolique, il offre un environnement plus sûr pour tous les résidents du camp, ouvre des possibilités d'emplois et donne aux enfants la possibilité d'étudier après la tombée de la nuit », a-t-elle ajouté.

Le manque d'électricité était l'un des principaux défis d'Azraq, qui a ouvert ses portes en avril 2014 et qui compte 5.000 abris.

« Chaque famille peut maintenant connecter un réfrigérateur, un téléviseur, un ventilateur, avoir de la lumière dans l'abri et charger leurs téléphones, ce qui est essentiel pour les réfugiés afin de rester en contact avec leurs proches à l'étranger », a déclaré l'agence de l'ONU.

En outre, 50 réfugiés ont été formés et ont été employés pour aider à construire la ferme solaire sous la supervision d'une société jordanienne.

La ferme solaire devrait économiser environ 1,5 million de dollars par an en coûts d'électricité. Une fois qu'elle passera de 2 mégawatts à 5, elle couvrira tous les besoins du camp de réfugiés. Toute électricité supplémentaire sera envoyée gratuitement pour couvrir les besoins énergétiques de la communauté hôte.

L'ONU préoccupée par la poursuite de la grève de la faim de détenus palestiniens dans des prisons israéliennes



Nickolay Mladenov, le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Manuel Elias

18 mai - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, s'est dit préoccupé vendredi par la poursuite de la grève de la faim par des détenus palestiniens protestant contre leurs conditions de détention dans les prisons israéliennes.

« La grève de la faim entre maintenant dans son deuxième mois et il est impératif de trouver une solution le plus tôt possible conformément au droit international humanitaire et aux obligations en matière de droits de l'homme d'Israël », a souligné M. Mladenov dans un communiqué de presse.

« Avec les tensions croissantes dans la rue palestinienne, j'espère que les efforts actuels aboutiront à un règlement immédiat de la question, ce qui est dans l'intérêt de la paix et des initiatives en cours pour relancer un processus politique », a-t-il ajouté.

Le Coordonnateur spécial a demandé à tous les acteurs d'exercer un maximum de retenue, de faire preuve de responsabilité et de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une escalade des tensions.

Un programme d'aide sous forme d'argent liquide financé par l'UE atteint un demi-million de réfugiés en Turquie, selon le PAM



Ayesha, âgée de 12 ans, était dans sa sixième année de scolarité dans le gouvernorat de Idlib, en Syrie, avant de fuir en Turquie où elle va pas à l'école.
Photo: UNICEF / Shehzad Noorani

18 mai - Le nombre de réfugiés en Turquie recevant une aide sous forme d'argent liquide chaque mois dans le cadre d'un programme financé par l'Union européenne atteint désormais 500.000 et continue d'augmenter, s'est félicité le Programme alimentaire mondial (PAM).

Ce programme fournit aux familles de réfugiés les plus vulnérables en Turquie une carte de débit pour couvrir les besoins fondamentaux tels que la nourriture, le loyer, les médicaments et les vêtements.

Les cartes peuvent être utilisées dans les magasins, comme toute carte de débit, ou pour retirer du liquide à un guichet automatique. Le programme accorde chaque semaine 100 liras turques (environ 26 euros) pour chaque membre des familles concernées. L'inscription a commencé en novembre 2016 et se poursuit dans tout le pays afin d'aider au moins un million de réfugiés en 2017.

« Cette carte m'a aidé énormément à acheter de la nourriture et à payer le loyer. Sans cela, ce serait difficile parce que j'ai une grande famille », a déclaré Şaban, un réfugié syrien qui vit actuellement dans la ville turque de Gaziantep, au sud de la Turquie, avec sa mère, sa femme et ses six enfants.

Le programme est un partenariat entre la branche humanitaire de l'Union européenne (ECHO), le PAM, le Croissant-Rouge turc et le gouvernement turc.

« Atteindre un demi-million de personnes en moins de six mois est un accomplissement énorme. Habituellement, la livraison de l'aide prend beaucoup plus de temps, coûte plus cher et ne répond pas à ce dont les gens ont vraiment besoin : un revenu de base pour couvrir leurs besoins quotidiens. En s'associant aux acteurs humanitaires et au gouvernement de la Turquie, nous pourrions bientôt atteindre au moins deux fois plus de personnes dans le besoin », a déclaré Christos Stylianides, Commissaire européen à l'aide humanitaire et à la gestion des crises.

La Turquie accueille environ trois millions de réfugiés, dont la majorité a fui la Syrie voisine. Avec plus de 90% d'entre elles vivant à l'extérieur des camps de réfugiés, dans les villes et les villages de la Turquie, des centaines de milliers de personnes se battent pour surmonter des conditions difficiles et dépendent de cette forme d'assistance.

« L'aide sous forme d'argent liquide est la solution idéale pour les réfugiés en Turquie. Tout ce dont ils ont besoin est facilement disponible dans les magasins. Ainsi l'argent qu'ils dépensent revient aux communautés qui les accueillent », a déclaré David Beasley, Directeur exécutif du PAM. « Ce soutien aide des milliers de parents à donner à leurs enfants la stabilité et la sécurité dont ils ont besoin ».

Bailleurs de fonds et ONG vont appliquer les normes de l'OMS sur la diffusion des résultats des essais cliniques



Kimberley Steeds, membre de l'équipe testant un vaccin contre Ebola, dans un laboratoire de l'hôpital Donka à Conakry, en Guinée. Photo OMS/S. Hawkey

18 mai - Certains des plus grands bailleurs de fonds au monde pour la recherche médicale et des organisations non gouvernementales internationales ont décidé jeudi d'exiger que tous les essais cliniques qu'ils financent ou soutiennent soient enregistrés et que les résultats soient rendus publics.

Dans une déclaration commune, le Conseil indien de la recherche médicale, le Conseil norvégien de la recherche, le Conseil du Royaume-Uni pour la recherche médicale, Médecins sans frontières et Epicentre (sa branche recherche), l'Institut Pasteur, PATH, la CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations), la Fondation Bill et Melinda Gates et Wellcome Trust ont décidé d'élaborer et d'appliquer dans les 12 prochains mois une politique exigeant que tous les essais qu'ils financent, cofinancent, parrainent ou soutiennent soient inscrits sur un registre public.

Ils ont également décidé de publier tous les résultats dans des délais bien précis sur le registre et/ou dans une revue scientifique.

Aujourd'hui, selon plusieurs études, aucun rapport n'est diffusé pour environ 50% des essais cliniques, souvent parce que les résultats sont négatifs. Ces résultats d'essais non communiqués donnent une image incomplète et potentiellement trompeuse des avantages et des bénéfices des vaccins, des médicaments et des dispositifs médicaux, pouvant conduire à l'utilisation de produits inférieurs, voire nocifs.

« Les bailleurs de fonds déclarent ainsi clairement qu'il n'y aura plus d'excuses pour n'avoir aucune information sur les essais cliniques longtemps après qu'ils ont été achevés », a souligné le Dr Marie-Paule Kieny, Sous-Directeur général à l'OMS pour Systèmes de santé et innovation.

Les signataires de la déclaration ont également décidé de surveiller le respect des exigences en matière d'enregistrement et d'approuver l'élaboration de systèmes de contrôle de la communication des résultats.

« Nous avons besoin de connaître rapidement les résultats des essais cliniques pour orienter les pratiques de soins ainsi que pour prendre des décisions sur l'allocation des ressources pour les recherches futures », a indiqué le Dr Soumya Swaminathan, Directeur général du Conseil indien de la recherche médicale. « Nous nous félicitons de l'accord sur des normes internationales fixant des délais de diffusion de façon à ce que chacun puisse travailler à leur mise en œuvre ».

En 2015, l'OMS a publié sa position concernant la diffusion publique des résultats des essais cliniques, définissant des délais pour la communication des résultats, et demande que les essais plus anciens qui n'ont pas été publiés le soient. Cette position s'appuie sur la déclaration de la World Medical Association à Helsinki en 2013. L'accord d'aujourd'hui avec certains des plus grands bailleurs de fonds pour la recherche et des ONG internationales signifiera que les principes d'éthique décrits dans les deux déclarations vont désormais s'appliquer à des milliers d'essais chaque année.

« Le fait d'exiger la diffusion gratuite du résumé des résultats des essais cliniques sur des registres en libre accès dans les 12 mois suivant la fin d'une étude est bon à la fois pour la science et pour la société », a déclaré le Dr Jeremy Farrar, Directeur de Wellcome Trust. « En plus de contribuer à garantir que les conclusions des recherches pourront être trouvées plus facilement, cela réduira le biais favorisant actuellement la publication des essais ayant eu des résultats positifs ».

La plupart de ces essais et de leurs résultats seront accessibles sur le Système d'enregistrement international des essais cliniques, une base de données mondiale unique de l'OMS compilant les données des essais cliniques de 17 registres dans le monde, dont clinicaltrials.gov des États-Unis d'Amérique, le Registre des essais cliniques de l'Union européenne, les registres des essais cliniques de Chine et d'Inde, et bien d'autres encore.

Bosnie-Herzégovine : le Haut-Représentant de la communauté internationale salue les progrès réalisés



Le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko, informe le Conseil de sécurité sur la situation dans ce pays. Photo: ONU / Manuel Elias

18 mai - Intervenant devant le Conseil de sécurité, le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko, a salué jeudi les progrès réalisés par ce pays au cours des six derniers mois sur la voie de l'intégration euro-atlantique.

Malgré ces avancées, détaillées dans le rapport que présentait le Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine, les délégations se sont quelque peu inquiétées de la persistance de divisions ethniques, alors que 22 années se sont écoulées depuis la fin du conflit.

La Bosnie-Herzégovine, qui a déposé sa demande d'adhésion à l'Union européenne en février 2016, a été encouragée en ce sens par les membres du Conseil, ainsi que par la délégation de l'Union européenne (UE) pour qui 2016 a été « une très bonne année pour la Bosnie-Herzégovine sur le chemin de la réforme et vers l'intégration européenne ».

La Bosnie-Herzégovine et l'UE ont signé, en décembre 2016, un protocole sur l'adaptation de la stabilisation et l'accord d'association, lequel constitue en effet une étape importante sur la voie de l'intégration dans l'UE. Une prochaine étape sera de répondre aux 3.242 questions posées par la Commission européenne pour qu'elle donne son avis sur la préparation du pays.

Si les progrès importants accomplis par ce pays ont été pris en compte par le Haut-Représentant, l'UE a dit compter sur la mise en œuvre du programme de réformes de la Bosnie-Herzégovine (2015-2018). En outre, les controverses récentes et l'échec d'adopter des réformes législatives clefs ont été vus comme une menace dans cette entreprise.

L'une des sources de préoccupation, a indiqué le Haut-Représentant, résulte des pressions exercées par les autorités de la Republika Srpska afin de donner suite à un projet de référendum constitutionnel. Ce projet visait à remettre en cause la compétence des juridictions de l'État central, notamment en organisant des « célébrations ostentatoires » le 9 janvier dernier, jour anniversaire de la création de la Republika Srpska.

De même, la demande en révision de l'arrêt rendu en 2007 par la Cour internationale de Justice (CIJ) sur la répression du crime de génocide a divisé profondément les partis et dirigeants serbes et bosniaques au sein de la coalition nationale, a noté le Haut-Représentant. La question a finalement été tranchée par la CIJ qui a jugé la demande de la Bosnie-Herzégovine non recevable.